

Entrevue avec Yves Denéchère

Noémie Charest-Bourdon

Yves Denéchère, professeur à l'Université d'Angers et directeur adjoint du Centre de Recherches Historiques de L'Ouest, est un chercheur dont les travaux se situent au croisement entre l'histoire sociale et l'histoire des relations internationales. Depuis quelques années, ses investigations portent sur l'enfance en tant qu'enjeu en période de fin de guerre. Il s'implique également dans le programme de recherche EnJeu[x] de l'Université d'Angers, un programme pluridisciplinaire qui s'intéresse à l'histoire de l'enfance et de la jeunesse. Ce programme, qui s'échelonne jusqu'en 2019, vise à développer des partenariats internationaux. Dans sa contribution au colloque, il se penchera sur une organisation française, l'Association Jeunesse, qui a agi pendant la guerre d'Algérie pour venir en aide aux enfants dans les rues d'Alger, mais qui avait également comme objectif de ramener ces enfants algériens en France pour en faire des citoyens. Il propose d'analyser les motivations idéologiques et biopolitiques de cette organisation et pour ce faire il met à profit des sources orales.

Les thématiques de la citoyenneté et de la mémoire sont au cœur des intérêts de recherche d'Yves Denéchère depuis le début de sa carrière. Que ce soit à travers le rôle des femmes françaises en relations internationales ou à propos de la circulation d'enfants et de réfugiés politiques suite à différents conflits militaires, ses travaux visent à documenter des dimensions souvent négligées de l'histoire politique et militaire et c'est d'ailleurs ce qui l'a mené à faire converger l'histoire sociale et l'histoire de la politique internationale. En s'intéressant aux guerres du second XXe siècle, il peut documenter ses recherches par des entretiens en plus des sources traditionnelles¹.

Noémie Charest-Bourdon : Décrivez-nous le parcours qui vous a mené à vous intéresser à l'enfance en contexte de guerre.

Yves Denéchère : J'ai commencé par faire de l'histoire très classique des relations internationales, en étudiant l'histoire des rapports entre la France et l'Espagne dans les années 1930. Je suis tombé sur l'histoire d'un homme qui m'a intrigué parce qu'il s'agit d'un des seuls ambassadeurs français à avoir été destitués pendant la guerre d'Espagne. J'en ai fait la biographie. Ce travail m'a mené à m'intéresser aux acteurs et aux personnalités dans les relations internationales. J'ai fait le constat qu'il y avait peu de femmes dans ces arcades diplomatiques et je me suis donc intéressé aux ambassadrices, puis aux femmes dans la construction européenne, là où elles semblaient plus nombreuses.

En me penchant sur la place des femmes dans le domaine de la diplomatie, j'en suis venu à m'interroger sur la place et le rôle des enfants et j'ai constaté qu'ils étaient en quelque sorte des objets, et non des acteurs, des relations internationales. C'est là que j'ai découvert que l'adoption internationale n'avait jamais été étudiée sur le plan historique, au moins pour la France, et à partir de là j'ai examiné de nombreux contextes de guerre ou de fin de guerre dans lesquels s'est posé la question des enfants abandonnés, perdus ou délaissés. C'est pour cette raison que depuis quelques années, j'oriente mes travaux sur la manière dont les enfants et l'enfance deviennent des enjeux en période de guerre, et surtout à la fin, lorsque se pose la

¹ Cette entrevue a été publiée, à l'origine, sur le blogue [Question sociale et citoyenneté](#). C'est avec l'accord des responsables que ce texte est ici reproduit. Vous trouverez d'ailleurs d'autres entretiens et contributions de ce blogue sur [l'espace qui leur est réservé sur notre site](#).

question de la transition à la paix. Certains de mes travaux portent sur la période de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais en France cette problématique a déjà beaucoup été traitée pour les deux guerres mondiales, alors qu'il n'y a pratiquement rien sur les guerres du second XXe siècle. Je me suis donc intéressé à cet enjeu à la fin des guerres d'Indochine et du Vietnam, et actuellement je m'y intéresse dans le contexte de la guerre d'Algérie.

Noémie Charest-Bourdon : Au colloque, vous présenterez une communication sur « la fabrique de citoyens français pendant et après la guerre d'Algérie » en vous penchant sur le cas de l'Association Jeunesse, établie à Alger puis en France, qui prenait sous son aile des enfants algériens et qui visait à en faire des citoyens français. Parlez-nous de votre démarche.

Yves Denéchère : Ce projet a quelque chose de tout à fait unique. Il y a deux éléments d'intérêt qui sont en tension dans les actions de l'Association Jeunesse. Il y a d'abord la prise en charge de l'enfance en difficulté dans les rues d'Alger. C'est une association qui se crée en 1957 et qui a pour but de « récupérer » les enfants livrés à eux-mêmes, qui sont dans les rues d'Alger. Le premier élément est donc cette prise en charge de ces jeunes qui ont vraiment besoin d'aide. Le deuxième est que cette association, qui est par ailleurs dirigée par madame Massu, la femme d'un général qui a joué un très grand rôle dans la guerre d'Algérie, est animée aussi par d'autres considérations, d'autres motivations. En effet, les membres de l'Association Jeunesse sont des militaires qui ont un projet idéologique pour les enfants qu'ils aident. Il s'agit non seulement de les sauver, de leur donner une formation, des médicaments ou simplement suffisamment à boire et à manger ; il faut aussi réussir à convaincre ces enfants musulmans que la France est capable de faire beaucoup pour eux, que la France c'est leur avenir, et surtout que leur avenir ce n'est pas le Front de libération nationale (FLN), ni les insurgés algériens. Dès le premier temps de cette association, ces deux aspects sont très apparents.

À la fin de la guerre, l'association transporte les enfants en France et elle continuera de s'en occuper après 1962 et à poursuivre l'objectif d'en faire des citoyens français. Ce qui m'intéresse, et ce que j'avais également observé pour les guerres du Vietnam et de l'Indochine, c'est qu'en fait, récupérer des enfants de cette façon, c'est un peu gagner une dernière bataille dans la guerre. La France a perdu l'Algérie, mais elle a au moins récupéré quelques dizaines d'enfants qui vont devenir des citoyens français, qui vont changer de prénoms, qui vont faire leur service militaire, etc. Ces enfants-là, aujourd'hui ils ont 65 ans, ils sont toujours en France, et je suis allé les rencontrer et les interviewer.

Noémie Charest-Bourdon : Quel portait dresseriez-vous de ces enfants ?

Yves Denéchère : Ce sont des garçons entre 6 et 14 ans. C'est en fait une population qui est assez bien connue, qu'on appelait les yaouleds. C'est le nom qu'on donnait à ces gamins qui étaient dans les rues d'Alger, souvent sans famille, qui cherchaient à aider des gens à porter des sacs contre une petite pièce, à cirer les chaussures, etc. On estime que l'association a pris en charge entre 500 et 600 enfants en Algérie, mais comme elle opérait par différents moyens d'action, il est difficile de savoir exactement. Quelques centaines d'entre eux ont été ramenés en France, dans le Sud-Ouest.

Noémie Charest-Bourdon : Dans vos travaux, dont votre recherche sur l'Association Jeunesse, vous utilisez une méthodologie d'histoire orale. Dans le cadre des entrevues que vous avez menées, avez-vous réussi à contacter un grand nombre de ces enfants et comment avez-vous procédé ?

Yves Denéchère : Cela a été une belle aventure en fait ! Un des organisateurs de cette association, qui a aujourd'hui 86 ans, a écrit un livre de souvenirs de mémoires il y a quelques années, dans lequel il a parlé un peu de son expérience. C'est donc par lui que j'ai commencé à établir des contacts. Puis l'année dernière je suis allé à Pau dans le Sud-Ouest de la France, dans le foyer où ils avaient été accueillis dans les années 1961 et 1962. J'y ai rencontré six ou sept de ces enfants, qui ont maintenant 65 ans. Il y avait également un homme, qui a maintenant 88 ans, et qui était un peu l'organisateur. Pour eux, c'était un vrai retour en arrière. C'était très intéressant d'observer la manière dont ils parlaient du passé, la manière dont il y avait toujours des éléments de respect et d'autorité entre eux. Depuis, j'ai fait beaucoup d'autres entretiens individuels. Quand on sera rendu au colloque, j'aurai une quinzaine de témoignages individuels de ces enfants, et j'aurai également cinq témoignages des organisateurs. Ces gens, enfants comme organisateurs, ont envie de parler de leur expérience.

Noémie Charest-Bourdon : Quel genre d'entrevues menez-vous ?

Yves Denéchère : Je pratique l'entretien semi-directif. Ce qui est très important c'est de leur montrer dès le début que je sais beaucoup de choses, parce qu'auparavant, je suis allé dans différents centres d'archives en France, les archives militaires, celles du ministère des Affaires étrangères, les archives d'outremer à Aix en Provence, dans les archives départementales, etc. Donc dès le début je leur parle un peu de ce que je sais, et souvent ils sont surpris. À ce moment-là, je leur explique que j'ai besoin de leur aide pour mettre de la « chair » et bien souvent, cela fait en sorte qu'ils se livrent davantage.

Noémie Charest-Bourdon : Rencontrez-vous des réticences dans le milieu vis-à-vis de la méthodologie d'histoire orale ?

Yves Denéchère : Non, parce que d'abord je ne travaille pas qu'à partir de l'histoire orale. J'ai d'abord commencé par chercher des archives. Si je n'en avais pas trouvé, sans doute que le travail n'aurait pas pu aller bien loin. Il y a vraiment un équilibre à faire entre le travail dans les archives et les entrevues.

Ceci dit, les sources orales ne me font pas peur. Pour faire l'analyse critique d'un document d'archives, l'historien cherche à comparer, il essaie de recouper les informations, il fait une analyse externe et une analyse interne du document. Cette approche s'applique tout autant pour une source orale. Évidemment, ce que me racontent les acteurs de l'époque, les témoins de l'époque, je ne le prends pas comme de l'argent comptant. Je suis un historien, donc parfois je leur repose les questions différemment, je confronte ce qu'ils disent avec les informations provenant des archives, etc. Et après, je fais également un travail individuel d'analyse.

Noémie Charest-Bourdon : Parlez-nous de vos projets futurs.

Yves Denéchère : Je travaille à la fois en histoire sociale et en histoire des relations internationales et pour moi il est clair que l'utilisation des enjeux de l'enfance et de la jeunesse dans les relations internationales constitue un champ qui est encore complètement ouvert, où il y a énormément à faire, à un tel point que j'ai l'impression de défricher quelque chose. Cela a comme avantage de me permettre de varier mes sujets de recherche, ce que j'apprécie. Je pense vraiment qu'il y a beaucoup de travail à faire sur toute cette question de la « biopolitique » autour de l'enfance comme enjeu en période de fin de guerre. C'est

particulièrement vrai pour la deuxième moitié du XXe siècle, parce que la première moitié a été davantage travaillée. En plus des archives qui commencent à s'ouvrir, il y a la possibilité de travailler avec des sources orales très riches.

J'aimerais ajouter un mot sur le programme de recherche EnJeu[x], qui ne traite pas seulement de l'histoire de l'enfance et de la jeunesse, mais qui est aussi très pluridisciplinaire. L'objectif est de développer la production de connaissances nouvelles sur le bien-être et la qualité de vie des enfants et des jeunes et de développer des partenariats internationaux. Il s'agit d'une structure, d'un outil fort intéressant pour les chercheurs qui travaillent sur des problématiques connexes.